

Bechir Fridhi<sup>1</sup><sup>1</sup> Universit Tunis El-Manar*Received: 6 February 2015 Accepted: 5 March 2015 Published: 15 March 2015*

---

**Abstract**

En Tunisie, les PME représentent plus de 80

***Index terms—***

Résumé -En Tunisie, les PME représentent plus de 80% du tissu économique. Elles sont considérées comme un segment attrayant pour les banques puisqu'elles leur permettent de maximiser leur liquidité, de diversifier leur portefeuille et de faire face à la compétition et la réduction des parts de marché. Toutefois, les PME rencontrent plusieurs difficultés au niveau de l'octroi des financements auprès des banques. Suite aux dommages qu'a subi le secteur des PME depuis 2011 jusqu'à l'heure actuelle, le niveau des crédits accrochés (prêts non performants/NPL) ou encore créances douteuses s'est aggravé, presque le 1/3 des PME n'ont pas fait preuve de transparence et à honorer leurs engagements financiers en respectant les termes des contrats des crédits conclus avec les banques (taux de créances douteuses s'élève en Tunisie à 24%, contre 5 % au Maroc ). D'autre part, la pression de la concurrence sur le secteur manufacturier à cause de la libéralisation des échanges commerciaux et du commerce extérieur a augmenté.

Mots-clés: crédits accrochés, assistance technique, restructuration financière. Résumé-En Tunisie, les PME représentent plus de 80% du tissu économique. Elles sont considérées comme un segment attrayant pour les banques puisqu'elles leur permettent de maximiser leur liquidité, de diversifier leur portefeuille et de faire face à la compétition et la réduction des parts de marché. Toutefois, les PME rencontrent plusieurs difficultés au niveau de l'octroi des financements auprès des banques. Suite aux dommages qu'a subi le secteur des PME depuis 2011 jusqu'à l'heure actuelle, le niveau des crédits accrochés (prêts non performants/NPL) ou encore créances douteuses s'est aggravé, presque le 1/3 des PME n'ont pas fait preuve de transparence et à honorer leurs engagements financiers en respectant les termes des contrats des crédits conclus avec les banques (taux de créances douteuses s'élève en Tunisie à 24%, contre 5 % au Maroc ). D'autre part, la pression de la concurrence sur le secteur manufacturier à cause de la libéralisation des échanges commerciaux et du commerce extérieur a augmenté. En conséquence de quoi, le Gouvernement tunisien a présenté aux pays développés qui possèdent une longue expérience dans le domaine du financement des PME, plusieurs demandes d'assistance financière sous forme de lignes de crédits ou de fonds destinés au financement des PME. Afin d'atteindre les standards internationaux en matière de qualité et de coûts, et d'accroître la compétitivité des entreprises industrielles, un Programme de Mise à Niveau (PMN) a été lancé depuis 1996 aux fins de permettre au système productif tunisien de mieux s'adapter aux exigences du marché mondial fortement concurrentiel, d'encourager le partenariat industriel et de renforcer l'environnement socioéconomique de l'entreprise. Plusieurs mesures spécifiques ont été aussi introduites par les autorités tunisiennes pour encourager l'investissement privé dans le secteur des PME, notamment en augmentant le niveau des contributions du FOPRODI (Fonds de Promotion et de Décentralisation Industrielle) aux projets d'investissement et la création de plusieurs institutions afin de fournir aux PME une assistance technique et une restructuration financière.

Mots-clés: crédits accrochés, assistance technique, restructuration financière.

**1 I. Introduction**

ans le secteur privé, les petites et moyennes entreprises (PME), y compris les microentreprises, ont un rôle particulièrement important. Il est largement admis que les PME constituent « la cheville ouvrière » du secteur privé, quelque soit son niveau de développement, et apportent une contribution non négligeable au développement économique en général et au développement industriel en particulier.

Les PME représentent plus de 90% des entreprises existant dans le monde et leur part dans l'emploi se situe entre 50 et 60%, elles font appel à une main d'oeuvre plus nombreuse et tendent à contribuer à une répartition plus équitable des revenus que les grandes entreprises, elles contribuent dans les PVD à une répartition plus

rationnelle des ressources et elles concourent à la mise en place d'un système de production intégré. Comme les PME constituent un segment majeur du secteur privé, et que leurs caractéristiques et possibilités spécifiques les distinguent des grandes entreprises, leur contribution au développement du secteur privé doit tenir une attention majeure.

Malgré un environnement international difficile et les changements climatiques, l'économie Tunisienne s'est très bien comportée au cours de cette décennie. Toutefois, plusieurs défis demeurent à relever, notamment l'emploi, la pression croissante de la concurrence étrangère et l'augmentation importante du prix du pétrole. En outre, en prévision de l'abolition des droits de douane en raison d'un accord de partenariat avec l'Union Européenne, le renforcement de la compétitivité des industries tunisiennes est devenu une question urgente. En outre, le Gouvernement tunisien vise à développer les industries locales et les opportunités d'emploi grâce à la promotion des PME et met en oeuvre des mesures destinées à mobiliser les capitaux et les technologies tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays, à développer les ressources humaines et à promouvoir le développement scientifique et technologique. Notamment, le Ministère de l'Industrie, dans le but ?e En conséquence de quoi, le Gouvernement tunisien a présenté aux pays développés qui possèdent une longue expérience dans le domaine du financement des PME plusieurs demandes d'assistance financière sous forme de lignes de crédits ou de fonds destinés au financement des PME.

A cet égard, un échantillon de 200 PME nous été présenté par la BFPME et l'API, nous avons choisi 59 PME de divers secteurs d'activités et un entretien avec les plus hauts responsables a été fait dans le but (i) d'étudier de manière concrète les besoins de 1 Parmi les créances échues restées impayées, celles restées impayées pour plus de 90 jours sont considérées comme des crédits accrochés (prêts non performants./NPL). Les règles appliquées concernant les provisions par classe de risque (délai d'impayé) pour les crédits accrochés sont les suivantes -Banque centrale, Circulaire NO.91/24. Délai d'impayé de 90 à 180 jours, taux de provision de 20% ; délai d'impayé de 180 à 360 jours, taux de provision de 50% ; et délai d'impayé supérieur à 360 jours, taux de provision de 100%. En 2009, le secteur de l'agro-alimentaire a connu un taux de croissance de 12,4%, mais en 2012, le taux de croissance effectif n'était que de 2,6%. En ce qui concerne les secteurs industriels des matériaux de construction, de la céramique et du verre, le taux de croissance était de 2 % en 2012 (comparé à 6 % l'année précédente) en raison des fermetures successives des briqueteries et du faible taux de croissance de la production industrielle. D'autre part, les industries mécanique et électrique ont enregistré pour une deuxième année consécutive un taux effectif de croissance de 8% grâce à l'augmentation de la demande tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur.

Bien que les industries chimiques aient enregistré en 2010 une croissance de l'ordre de 5% (3% en 2009), les industries du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure ont enregistré quant à elles de manière inévitable une croissance négative de -2,5% ??-0,4% en 2009 et -3,7% en 2008) Lorsque l'entreprise établit un plan afin de réaliser le plan de mise à niveau, elle procède à une étude portant sur l'ensemble des investissements avec l'aide et l'appui de groupes de consultants, d'ingénieurs, de sociétés de design ou encore d'un centre technique. On exige également de celle-ci qu'elle établit un rapport résumant le plan proposé. Il est nécessaire qu'un plan de financement clair (incluant les crédits/prêts bancaires) figure dans ce plan. En outre, à partir de cette étape, les banques examinent les possibilités d'accorder des prêts et participent au processus pour déterminer la pertinence du plan. En tant que coopération financière pour permettre la restructuration financière, seule l'Agence Française de Développement (AFD) fournit depuis 1995 des lignes de crédit en quatre phases jusqu'à présent pour un montant total par ligne de crédit 120 millions d'Euros (30 millions d'Euros/ Phase). A l'heure présente, la situation est difficile, les progrès sont lents à cause de l'instabilité politique en Tunisie après la révolution. L'Agence Française de Développement (AFD) a adopté un mode d'évaluation directe de chaque projet individuel de financement. Dans le cas des lignes de crédit de la première à la quatrième phase, elle avait détaché des experts chargés de procéder à l'évaluation et à l'instruction des dossiers auprès des banques désignées. Toutefois, les demandes sont examinées par le Bureau de l'AFD à Tunis. Le taux d'intérêt des prêts en Euros accordés à l'Etat tunisien par l'AFD est de 3,5% et la prime de conversion en DT est de 1% et comme la commission de chaque banque concernée est de 3%, les prêts sont accordés aux utilisateurs finaux à un taux d'intérêt de 7,5% (la durée est de 7 à 12 ans). En tant que prêts à moyen et long termes, on peut considérer que les conditions sont avantageuses. Source : Auteur a) Description des entreprises faisant l'objet de l'enquête i. Entreprises nouvellement créées En ce qui concerne les entreprises nouvellement créées, l'enquête a été centrée sur un total de 12 entreprises présentées par la BFPME. En ce qui concerne les entreprises nouvellement créées en Tunisie, on peut les classer grosso modo en trois catégories: (1) les véritables créations d'entreprises (à partir de rien), (2) les créations d'entreprises par essaimage 14 et (3) les créations de sociétés par des entreprises déjà existantes. Les entretiens qui ont été menés cette fois-ci ont porté en gros moitié-moitié sur la catégorie (1) des véritables créations d'entreprises et (3) des créations de sociétés par des entreprises déjà existante, ceci n'incluant pas la catégorie (2) des créations d'entreprises par essaimage. En ce qui concerne le montant des fonds demandés pour le financement, on a constaté qu'il y avait un certain écart entre le montant maximum demandé de 4.700 mDT et le montant minimal de 175 mDT. En ce qui concerne chaque projet individuel, on a eu l'impression qu'une analyse fondamentale suffisante portant sur le plan relatif aux recettes, les prévisions relatives au flux de liquidités (cash flow), etc. Grâce à une coordination avec les institutions financières concernées, les sociétés de conseil, etc.

ii. Développement des activités Les entreprises du type souhaitant élargir leur domaine d'activités étaient les plus nombreuses avec un total de 30 entreprises. Le modèle typique de ce type d'entreprises est une PME qui a

établi sa base d'activités dans le pays et qui souhaitent acquérir une compétitivité internationale, mettre en place de nouvelles lignes de production, améliorer la qualité de ses produits et accroître la productivité. (Annexe 2)

## 2 v. Divers services de conseil incluant une assistance technique (T/A)

Parmi les entreprises susmentionnées, il y avait 12 entreprises qui ont des besoins d'une assistance technique et d'autres conseils (services de consulting) dans le domaine entre autres de la gestion et du management de l'entreprise. De tels besoins en étaient clairement mis en évidence lors de tous les entretiens que nous avons eus avec les dirigeants de ces entreprises (y compris les entreprises bénéficiant déjà de services de conseil). Notamment, dans le secteur de l'industrie du textile, on a mentionné les besoins de conseil dans le domaine de la gestion en rapport avec les diverses mesures et stratégies à mettre en oeuvre pour résister à la concurrence des entreprises chinoises et asiatiques en général qui utilisent comme arme commerciale le bas prix de leurs produits. Remarque : IAA: Industrie Agro-alimentaire, IMCCV: Industries des Matériaux de Construction, de la Céramique et du Verre, IME: Industries Mécaniques et Electriques, ICH: Industrie de la Chimie, ITH: Industrie du Textile et de l'Habillement, ID: Industries diverses (à l'exclusion de l'industrie des services)

En ce qui concerne les entreprises qui ont été acceptées pour participer au Programme de Mise à Niveau (PMN), on a reconnu qu'elles possédaient un potentiel de croissance et avaient établi un plan d'investissements prometteur. Toutefois, au regard de la situation financière présente, on constate que le pourcentage d'entreprises liées par des prêts à court terme est élevé. Par conséquent, pour obtenir le financement des banques conformément au PMN, le Bureau du PMN, (à condition que l'entreprise procède à la conversion des prêts à court terme en fonds fournis par un crédit à moyen et long termes), recommande l'application des primes fournis par le FODEC et des prêts fournis par des banques commerciales. En désigne ce type de cas sous l'appellation de programme de restructuration financière.

A l'arrière-plan de la nécessité d'un tel dispositif se profile l'insuffisance d'un système de prêts à moyen et long termes destinés aux PME. On a pu constater également dans la présente enquête par échantillonnage que le montant des prêts à court terme était de 2 à 6 fois supérieur au montant des prêts à moyen et long termes selon ce qui nous a été rapporté. Dans la réalité, il est inévitable pour de nombreuses entreprises qui ont des besoins en prêts à moyen et long termes pour couvrir leurs investissements en équipements et installations, etc. d'avoir recours à des prêts à court terme. ? Les 57 entreprises souhaitant un financement sous forme de crédits à moyen et à long termes se sont montrées dans leur totalité intéressées par la fourniture de crédits à deux étapes (TSL) destinés aux PME. Toutefois, en ce qui concerne les conditions relatives aux taux d'intérêt, de nombreuses entreprises ont souligné qu'il était indispensable qu'ils soient au moins situés à un niveau inférieur (position avantageuse) à ceux pratiqués par les institutions financières locales en Tunisie. ? On a pu également confirmer auprès des PME visitées qu'il existait une demande exprimée par celles-ci non seulement de soutien financier sous forme de financement mais également d'une aide pour les aspects « soft » (assistance technique sous forme de conseils et de guidance, stratégie de gestion et commerciale, etc.) ? Le déficit de transparence incite les banques à faire preuve de davantage de sévérité lors de l'octroi des crédits.

e) Montant à fournir souhaité par les PME pour assurer le financement i. Estimation du montant total de la demande de financement Le montant moyen du financement souhaité par entreprise est  $33,991 \text{ MDT} \div 59$  entreprises est environ 600 mDT. Selon cette formule, on a pu démontrer au moyen d'un calcul simple que le montant moyen du financement souhaité par entreprise était de 600.000 DT (600 mDT ou 0,6 MDT). Dans l'hypothèse où le montant moyen du financement demandé est de 600 mDT par entreprise et que 4816 PME présentent des demandes de financement, on peut estimer que le montant total du financement sera, en appliquant la formule suivante :  $0,6 \text{ MDT} \times 4816 \text{ entreprises} = 2889,6 \text{ MDT}$ . Le montant moyen par entreprise dans le cadre du Programme de Mise à Niveau (PMN) est selon le calcul suivant d'environ 1,7 MDT (Montant total certifié pour le projet : 8079,1 MDT/nombre de dossiers certifié : 4816. Si on considère en moyenne un financement de 600 mDT assuré par les institutions financières, 40% du coût du projet pourra être fourni par les institutions financières. Toutefois, Ceci est plus ou moins conforme au sentiment que nous avons eu lors des entretiens avec chaque PME concernée. Autrement dit, si on considère que plus de 40 à 50% du coût du projet sera assuré par des fonds propres (y compris un financement assuré par un capital-risque) et que les subventions et aides accordées par l'Etat dans le cadre du Programme de Mise à Niveau (PMN) représenteront 10 à 20%, les 30 à 50% restants seront couverts par des crédits fournis par les institutions financières.

ii. Réponse des banques commerciales à la demande de financement

En ce qui concerne le montant total estimé de la demande de financement de 2889,6 MDT, on peut considérer que cela est réalisable sur les 3 ou 4 années à venir. Toutefois, selon les résultats de la présente enquête, le solde de crédit des six (06) principales banques commerciales s'élève à 19.493 MDT pour l'exercice 2014. Ainsi, même si on tient compte en hypothèse d'une augmentation de 2% par année fiscale (1.365 MDT pour 3,5 années), on peut estimer qu'il est possible pour celles-ci de répondre de manière positive.

## 3 V. Conclusion

Ce papier fournit un diagnostic sur la fragilité du positionnement des PME tunisiennes dans le développement du secteur privé et propose des recommandations pour le consolider. A cause des changements climatiques et un

environnement international difficile, la plupart des PME tunisiennes se trouvent dans une situation très critique. Toutefois, plusieurs défis demeurent à relever, notamment, la pression croissante de la concurrence étrangère et l'augmentation importante du prix du pétrole. En outre, en prévision de l'abolition des droits de douane en 2008 en raison d'un accord de partenariat avec l'Union européenne, le renforcement de la compétitivité des industries tunisiennes est devenu une question urgente. On a constaté que l'obtention des prêts était généralement difficile. Environ 66% des PME Tunisiennes estiment que les conditions de financement en Tunisie, sont de plus en plus difficiles. Cette étude a été effectuée auprès d'un échantillon de 59 entreprises, a relevé également que l'indice de perception de conditions de financement des PME tunisiennes (degré de satisfaction par rapport aux services proposés) se situe au niveau de -11,9 sur une échelle allant de -25 à +25. A cet égard 21% seulement des demandes de financement déposées par les PME auprès des banques sont satisfaites, alors que 34% donnent lieu à un financement partiel, 29% sont refusées en raison des conditions non acceptées et 14% sont rejetés catégoriquement. Dans un tel contexte, une très grande attente des entreprises à l'égard des crédits à deux étapes (TSL) destinés aux PME accordés par les institutions financières étrangères sous forme de ligne de crédit.

Le financement constitue le premier problème qui entrave le développement des PME en Tunisie. Car il demeure la locomotive à même d'apporter une dynamique de croissance pour ces entreprises. D'où, la nécessité de réformer le secteur bancaire pour qu'il puisse soutenir davantage les PME, par le biais des crédits, mais également, à travers un accompagnement et soutien durant les phases les plus cruciales. De leur côté, les PME sont invitées à faire preuve de transparence et à honorer leurs engagements financiers en respectant les termes des contrats des crédits conclus avec les banques (le taux de créances douteuses s'élève en Tunisie à 24%, contre 5 % au Maroc). -Equipements, etc. : approvisionnement à partir de la société S (située en Europe) pour les principaux équipements destinés à l'assemblage.

## 4 References Références Referencias

-Montant total du projet ; 487.000 DT -Montant du capital : 243.000 DT (dont 103.000 DT financés par une SICAR)



Figure 1: L

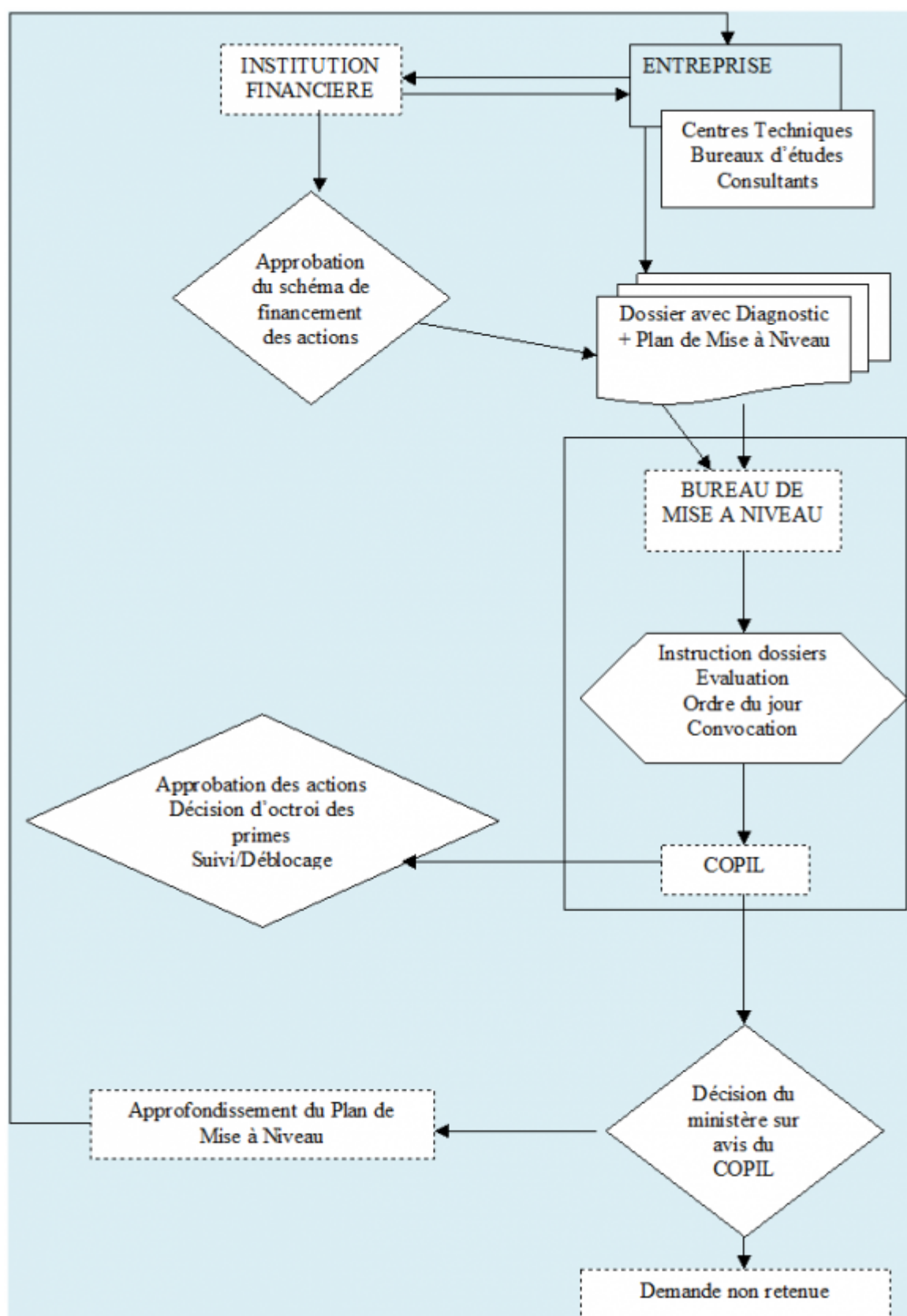


Figure 2:



7

Figure 3: Figure 7 :



**Microsoft Outlook の起動.Ink**

8

Figure 4: Figure 8 :

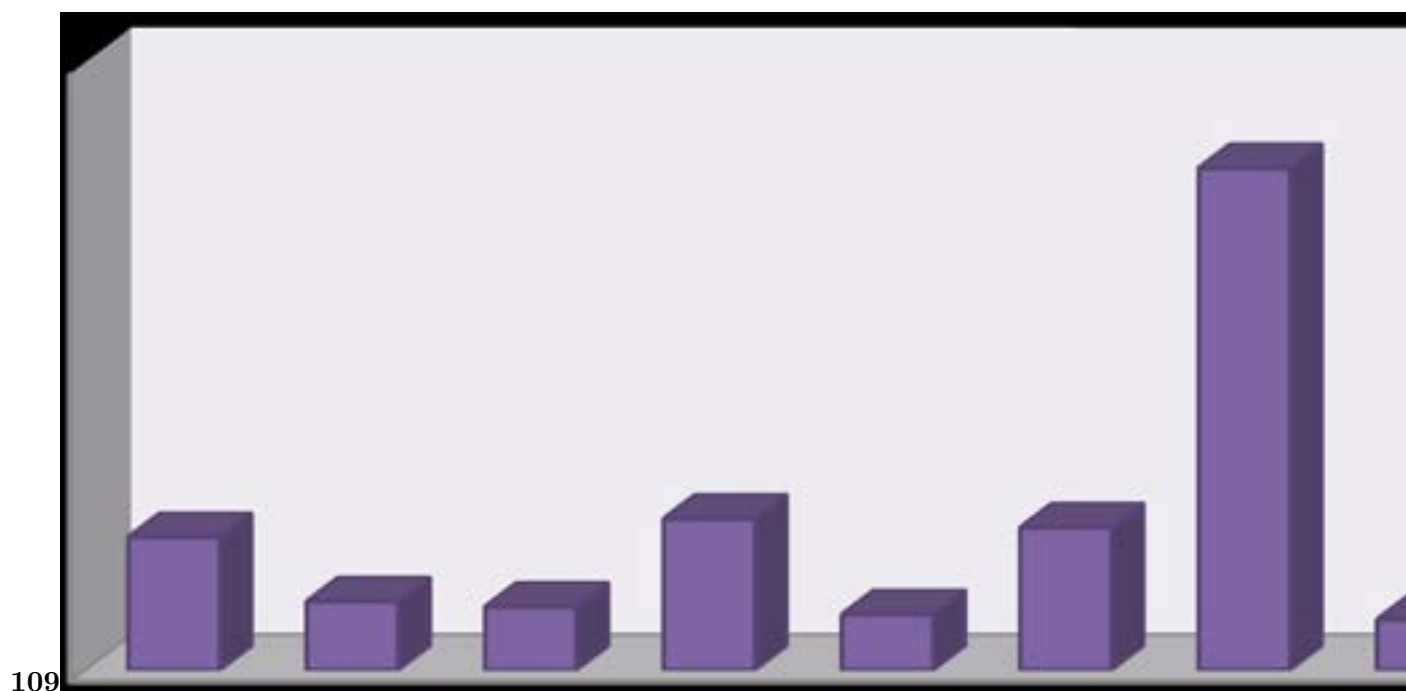


Figure 5: Figure 10 :Figure 9 :

## II. Economie Tunisienne et Développement du Secteur Privé

La Tunisie s'efforce de mettre en oeuvre

réformes structurelles visant à renforcer la compétitivité industrielle, à augmenter le volume des exportations, à renforcer les infrastructures technologiques et à encourager une plus grande participation des (PME) au Programme de Mise à Niveau (PMN).

place un programme spécial visant à renforcer la compétitivité internationales des entreprises tunisiennes dans le domaine du textile et de l'habillement grâce à une coopération accrue dans le design des produits finis et la promotion de partenariat avec des entreprises étrangères. D'autre part, en avril 2005 une campagne intitulée « Programme de Modernisation Industrielle (PMI) » a été lancée et qui vise ainsi à promouvoir la

En outre, en mars 2005, la Tunisie a mis

manufacturières et de transformation dans leur ensemble, on a constaté en 2010 un ralentissement de leur ralentissement de la croissance du secteur de l'agro-alimentaire et la décroissance du secteur du textile et de l'habillement.

En ce qu'on appelle

croissance. La principale cause en est le

[Note: Cfinancement individuels]

Figure 6:

### 1

Intervenants dans le processus	Rôles
BCT	Vérifier les PME mis à l'index
COPIL	Evaluer le programme de mise à niveau et l'éligibilité pour bénéficier des
UGPO	Aider les PME dans la préparation du plan de restructuration financière
Banque	Evaluer le programme de mise à niveau et l'éligibilité pour bénéficier des
Expert-Comptable	Aider les PME à réaliser leur plan de mise à niveau incluant la restructu
Source?Auteur	
Application du système de primes du Fonds de Développement de Compétitivité Industrielle (FODEC) L'ap	

*[Note: (Working Capital 0 + M-LT Loans + capital increase) -planned Investments ? 0 (Fonds de roulement 0 + Crédits à Moyen/Long Termes + Augmentation de capital) -Investissements Prévus ? 0 ii. Le ratio des fonds propres après les investissements prévus est égal ou supérieur à 30% : (Equity + capital increase) ? 30% (Net Fixed assets + planned Investments) (Fonds propres + Augmentation de capital) ? 30% (Immobilisations Nettes + Investissement Prévus) Figure 4 : Schéma de confirmation des dossiers demandant bénéfice du PMN Source?Auteur Global Journal of Management and Business ResearchFigure 6 : Programme d'approbation des projets de restructuration financière Source : Auteur]*

Figure 7: Table 1 :





2

-Nombre. total des PME dont nous possédions les contacts.	200 entreprises/présentées par les agences et organismes concernés (BFPME, MIEPME, API, ?)
-Nombre d'entreprises contactées et suivies d'un entretien après contact	59 entreprises
-Parmi lesquelles celles souhaitant un financement	57 entreprises
-Parmi lesquelles celles souhaitant une assistance technique (T/A)	12 entreprises

Figure 9: Table 2 :

---

<sup>1</sup>L'apport Des PME Dans Le Développement Du Secteur Privé En Tunisie: Efficacité Désirée et Problème De Financement

<sup>2</sup>© 2015 Global Journals Inc. (US) 1

<sup>3</sup>Restructuration financière? Mesures d'amélioration du contenu des finances des entreprises, la méthode principale étant de remplacer la fourniture de fonds à court terme par un financement stable au moyen de prêts à long terme.

<sup>4</sup>Restructuration financière : Mesures d'amélioration de la structure financière des entreprises. Le principal moyen utilisé est la transformation des crédits à court terme en crédits à moyen et long termes.. © 2015 Global Journals Inc. (US)

<sup>5</sup>© 2015 Global Journals Inc. (US)

<p>se</p> <p>manière saine du point de vue de leur gestion, ont un ratio</p> <p>rencontrent des difficultés pour obtenir des fonds supplémentaires.</p> <p>trouvant dans cette situation, le point essentiel est de</p> <p>financière de l'entreprise en utilisant comme levier la fourniture de prêts à moyen et à long termes.</p> <p>iv. Entreprises n'ayant pas de demande de financement à présenter</p> <p>2015</p> <p>Year</p> <p>28</p> <p>Volum</p> <p>XV</p> <p>Is-</p> <p>sue</p> <p>II</p> <p>Ver-</p> <p>sion</p> <p>I</p> <p>)</p> <p>C</p> <p>(</p> <p>Global</p> <p>Jour-</p> <p>nal</p> <p>of</p> <p>Man-</p> <p>age-</p> <p>ment</p> <p>and</p> <p>Busi-</p> <p>ness</p> <p>Re-</p> <p>search</p>	<p>développant avec sérieux et</p> <p>de capitaux propres élevé</p> <p>Pour les entreprises</p> <p>viser à améliorer l'organisation</p> <p>iii. Restructuration financière</p> <p>15 Il y avait</p> <p>17 entreprise</p> <p>qui avaient</p> <p>besoin d'une</p> <p>restructuration</p> <p>financière.</p> <p>Toutefois, bien</p> <p>qu'il s'agisse</p> <p>d'améliorer</p> <p>la situation</p> <p>financière de</p> <p>l'entreprise, cela</p> <p>ne signifie pas</p> <p>pour</p> <p>autant que les</p> <p>entreprises</p> <p>largement</p> <p>déficitaires ou</p> <p>surendettées</p> <p>Nous avons pri</p> <p>en considération</p> <p>les PME qui, tou</p> <p>en</p>	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

[Note: 14 Créations d'entreprises par essaimage? Créations indépendantes d'entreprises par le personnel de grandes entreprises et créations en Tunisie d'une société par des Tunisiens fixés à l'étranger.]

## 3

b) Résultats obtenus par le PMN  
D'après le rapport concernant les résultats depuis sa mise en place en 1995 et jusqu'à une date très récente (fin Juillet 2014), le nombre total de projets approuvés dans le cadre du PMN est de 4.816. Si on ajoute les 847 d'évaluation on obtient au total 5.687 projets (projets en cours d'évaluation ou déjà approuvés). En outre, les résultats de l'application du système de primes du Fonds de Développement de Compétitivité Industrielle (FODEC) s'élèvent à 1105,7 MDT, ceci correspondant à environ 14% du montant des investissements. Toutefois, si on examine l'objet des dépenses, on constate que 64% des primes sont destinées aux investissements en équipements et 36 % des primes à des investissements intangibles (coût du diagnostic de l'entreprise, etc.)

ayant bénéficié d'un aide  
dossier projet en cours

Figure 11: Table 3 :

	Entreprises créées d'entreprises		Elargissement du domaine d'activités Montant d'entreprises		Restructuration financière Montant d'entreprises
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Montant
1. Textile	1	0,180	13	9,670 6	1,423
2. Produits alimentaires	3	3,250	5	3,303 1	2,000
3. Ind. Mécanique et électrique	1	0,340	2	0,900 2	1.350
4 .Ind. du cuir			3	1,485	
5.Mat.de construction			1	1,500 3	1,650
6.Produits chimiques			1	0,154 2	0,639
7. Services	6	1,818	2	0,501 1	0,118
8. Autres	1	0,400	3	3,090 2	0,220
TOTAL	12	5,988	30	20,603 17	7,400

Figure 12:

L'apport Des PME Dans Le Développement Du Secteur Privé En Tunisie:  
Efficacité Désirée et Problème De  
Financement

2. Almeida.H et Campello.M. (2007). Les contraintes financières, la tangibilité des actifs et l'investissement des entreprises. *Review of Financial Studies*, 20. Jour-3. Ardict, OP, Mylenko, N. et Saltane, V. (2012). Les petites et moyennes entreprises: une analyse cross-16. Silva, F. et Carreira, C. (2012). Avez-vous des contraintes financière menace le processus d'innovation? *Preuve d'entreprises portugaises économie de l'innovation et des nouvelles technologies*, 21. Annexes age- 5. Belze, L. et Gauthier, O. (2000). Innovation et croissance économique: rôle et enjeux du financement des PME *Revue internationale PME*, 13. 6. and Bhagat, S., Moyen , N. et Suh , I. (2005). . Placement et les fonds internes des Busi-firmes difficulté *Journal of Corporate Finance*, 11. 7. Brown, JR, Fazzari , SM ness et Petersen , C.-B. (2009). Financement de l'innovation et de la croissance: Re- flux de trésorerie, l'équité externe, et les années 1990, la R & D de Boom search *Journal des Finances*, 64. 8. Brown, JR et Petersen , C.-B. (2009). Vol- Pourquoi l'investissement-flux de trésorerie sensibilité diminué si fortement? une Rising R & D et les marchés boursiers développements. *Journal of Banking XV and Finance*, 33. 9. Campello, M., Graham, J. et Harvey , C. (2010). Les Is- effets réels de contraintes financières: Preuves d'une crise financière *Journal sue of Financial Economics*, 97. 10. Dufour, D. et Molay, E. (2010). La structure II de financière des PME françaises: une analyse sectorielle sur Données de Ver- panneau. 31 e Congrès de l'Association Francophone de Comptabilité: crises sion et nouvelles Problématiques de la Valeur. Récupère le 11 mai 2014 du I site: <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/47/95/29/PDF/p101.pdf>. 11. YearGroff, J. et Nguyen -Thi , TU (2012). Motivations à l'éco-innovation: une ( comparaison sectorielle Sur Les Entreprises au Luxembourg. Documents de ) travail n o 2012-11 du CEPS / Instead. Une analyse dynamique du panneau ) de recherche en commerce international et des finances 27. 14. OCDE C (2004, juin). Le financement des PME Innovantes Dans Une économie 15. 2015 Jour-OCDE (2005). Le manuel d'Oslo, Principes directeurs Pour le recueil et Global nal l'interprétation des Données sur l'innovation 3 e édition. Paris, OCDE. 12. Jour- of Magri , S. (2009). Le financement des petites entreprises innovantes: Le nal of Mancas italien économie de l'innovation et des nouvelles technologies, 18. 13. of Mateev, M., Poutziouris, P. et je Vanov , K. (2013). Sur les déterminants de Man- age- la structure en Europe centrale et orientale: le capital des PME. country age- and avec un nouvel ensemble de données *Revue économique du Pacifique*, 17. ment and Busi-4. Becheikh, N. Landry, R. et Amara, N. (2006). Les Facteurs affectant ness l'Stratégiques innovation technologique DANS LES PME Manufacturières Busi- Re- *Revue canadienne des sciences de l'administration*, 23. , mondialisée. 2 e ness searchConférence de L'OCDE des ministres en charges des PME .Istanbul, Turquie. Re- Vol- Annexe 1 Fonds accordés aux PME FOPRODI (lancé en 1973 et renouvelé search Vol- ume en 1999) Fonds de Promotion et de Décentralisation Industrielle Conditions XV d'acceptabilité requises Caractéristiques Autres informations -Investissements XV Is- dans la création de nouvelles entreprises et dans l'extension des activités - sue Industries manufacturières et autres services connexes 4 M DT maxi. par Is- II projet Echéance : 12 ans (période de grâce : 5 ans) Taux d'intérêt : 3% sue Ver- Capital propre minimum : 30% Et beaucoup d'autres aides et subventions II sion En place depuis 1999. Le FOPRODI n'est octroyé que dans le cas ou Ver- I le projet comporte une participation d'une SICAR . FONAPRAM (1981) sion YearFonds National de Promotion de l'artisanat et des petits métiers Conditions I Year ( d'acceptabilité requises Caractéristiques Autres informations Entrepreneurs Year ) individuels dans le secteur de l'Artisanat et des Petits Métiers 50.000 DT maxi. ( Yearpar projet. -Echéance : 11 ans (période de grâce : 7 ans) -taux d'intérêt : ) Year0% -Capital propre minimum : 40% -Primes d'investissements de 6% du coût C 38 du projet 80.000 DT maxi. pour les projets promus par des jeunes sortant



195 -Effectif : 35 employés c) Financements -Financement BFPME : 108.000 DT (Durée 7 ans/ taux d'intérêt  
 196 TMM + 3%) / JBIC -TSL -Institutions partenaires du financement : 108.000 DT -Capital et autres :  
 197 271.000 DT Total  
 198 : 487.000 DT d) Commentaires : -Un très grand intérêt pour les possibilités de financement à moyen et à long  
 199 terme assuré par la JBIC. La société aimerait que cela soit utile pour les fonds de stabilité à long terme.  
 200 -En outre, les responsables demandent s'il est possible d'intégrer des fonds de roulement à court terme en tant  
 201 que " package " dans le cadre du financement de la JBIC ? Il existe également des besoins de financement à court  
 202 terme (montant à court terme : 250.000 DT). On souhaite que ces thèmes futurs soient étudiés.  
 203 -Côté technique, les sites dépendant de la société S sont nombreux, et reçoivent individuellement des conseils  
 204 relatifs aux techniques établies par cette société.  
 205 Avis :  
 206 -Il s'agit d'une entreprise en rapport avec les technologies de l'information qu'encourage activement le  
 207 Gouvernement tunisien, et eu égard à son environnement il apparaît que les risques sont relativement limités  
 208 et qu'il existe dans le futur des possibilités très intéressantes d'exportation de ses produits. On considère  
 209 présentement que ces divers éléments peuvent être considérés raisonnablement comme positifs.  
 210 (Cas N° 2 : Mise à niveau) Il s'agit d'une entreprise proposée par la BFPME. Nous avons visité son usine  
 211 qui a été fondée en 2003. Le responsable M. M. \*\*\* nous a décrit sommairement les activités de l'entreprise et  
 212 donné des précisions concernant la demande de financement, etc. a) Contexte : M. M\*\*\* (30 ans) a suivi des  
 213 études en chimie appliquée aux produits alimentaires et a bénéficié du soutien de son père qui était lui-même  
 214 gérant d'une société de produits alimentaires. M .M\*\*\* a créé en 2008 la société S de fabrication de matière  
 215 première destinée à la production de crème pour des pâtisseries. Vers la fin de l'année 2006, l'usine a été fondée.  
 216 La société n'a pas trouvé de problèmes quant à la commercialisation de ses produits et pendant trois années elle  
 217 a dégagé des résultats positifs. En 2012, le chiffre d'affaires était de 1.597.000 DT et les bénéfices nets s'élevaient  
 218 à 25.000 DT. En outre, cette société a reçu trois fois le prix d'excellence des produits alimentaires tunisiens. A  
 219 l'avenir, la société a décidé d'investir 700.000 DT pour le renouvellement des installations de l'usine et prévoit  
 220 d'exporter vers les marchés européens. b) Profil des activités : -Dénomination : société S -Activités de la société  
 221 : fabrication et commercialisation de crème pour la pâtisserie -Montant total du projet : 700.000 DT -Chiffre  
 222 d'affaires (après la mise à niveau) : 4.350.000 DT -Acheteurs : les entreprises de production de pâtisseries locales  
 223 en Tunisie. Développement vers des exportations destinées à l'Europe.  
 224 -Machines et équipements, etc. Installation de nouveaux équipements de production et amélioration des  
 225 équipements existants / augmentation du nombre des équipements destinés à la conservation/ amélioration des  
 226 installations destinées à l'expédition c) Financements : \* Financement par la BFPME : 215.000 DT (Durée 7  
 227 années/ taux d'intérêt TMM + 3%) JBIC -TSL \* Financement BIAT : 215.000 DT \* Autres fonds : 270.000  
 228 DT Total : 700.000 DT d) Commentaires : -Intérêt pour le  
 229 financement à moyen et long termes offert par la JBIC et de préférence par l'intermédiaire de la BFPME.  
 230 -En plus du présent projet, la société souhaiterait entamer la 2 ème phase de mise à niveau, le montant total  
 231 serait de 1.200.000 DT.  
 232 -Assistance technique (T/A) : En plus de l'assistance technique, la société souhaiterait un appui au niveau du  
 233 marketing.  
 234 Avis :  
 235 -En ce qui concerne les projets de mise à niveau et d'amélioration des compétences dans le domaine des  
 236 exportations de produits finis soutenu par le Gouvernement tunisien et selon une étude de menée par une société de  
 237 conseil, l'évaluation est positive précisant que les possibilités de succès sont réelles vu le bon rapport qualité/prix  
 238 et qu'il était donc possible d'envisager d'aller de l'avant.